

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

2012-4-1

Nombre de Conseillers	15
En exercice	15
Présents	13
Votants	15

**L'an deux mil douze le 24 mai à 21 h 00**

Le Conseil Municipal de la commune de **VIRSAC** (Gironde)  
dûment convoqué, s'est réuni, en session **ordinaire**, à la Mairie sous  
la présidence de Madame Christiane BOURSEAU, Maire.  
Date de convocation du Conseil Municipal : le 18 mai 2012

**OBJET :**  
DELIBERATION  
POUR L'APPROBATION  
DU PLU

**Présents :** Mme Christiane BOURSEAU, Maire, M. SAURA,  
(Adjoint), Mme CONTE (Adjoint), M. LAMEZAGUE (Adjoint),  
Mmes BARRIERE, GUIJARRO, LABARRE, NAULEAU ;  
Mrs GUEPAIN, ROUX, CHASLES, LOURTEAU, MOTUT.

**Absents avec procuration :** Mrs DUPUY et GOURGUES

**Secrétaire de séance :** Mr Jean-Guy LAMEZAGUE

Mme le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal les conditions dans lesquelles le PLU a été élaboré et à quelle étape de la procédure il se situe.

Mme le Maire présente le projet de PLU modifié pour approbation.

Vu le code de l'urbanisme notamment ses articles L 123-10, R 123-24 et R 123-25 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 septembre 2007 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'urbanisme (PLU) et fixant les modalités de la concertation ;

Vu les éléments du porter à la connaissance transmis par le représentant de l'État dans le département ;

Vu la présentation en date du 3 septembre 2008 au Conseil Municipal du diagnostic du futur PLU ;

Vu le débat organisé les 7 juillet 2009 et 22 juin 2010 au sein du Conseil Municipal sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable ;

Vu la réunion publique en date du 3 juin 2010 et tirant le bilan de la concertation ;

Vu la délibération en date du 13 septembre 2011 arrêtant le projet de PLU ;

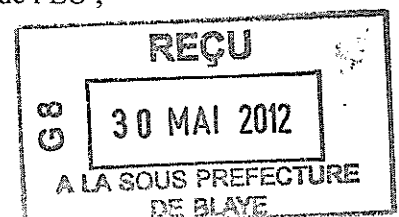
Vu l'arrêté du Maire en date du 10 janvier 2012 soumettant à l'enquête publique le projet de PLU arrêté par le Conseil Municipal ;

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 31 janvier 2012 au 13 mars 2012 inclu ;

Vu les avis des services de l'Etat et des personnes publiques associées au projet de PLU ;

Vu les conclusions et le rapport du commissaire-enquêteur ;

Entendu l'exposé du maire ;



Considérant que, d'une part les observations formulées par l'État, les autres personnes publiques et organismes consultés par le maire et, d'autre part, les résultats de l'enquête publique nécessitent d'apporter au projet d'élaboration du PLU des modifications ne remettant pas en cause son économie générale.

Considérant que la commune a apporté des modifications mineures qui ne remettent pas en cause l'économie générale du PLU, tel qu'il a été soumis à l'enquête publique.

.../...

Ces modifications sont explicitées et justifiées dans le document 7-RESULTAT DE LA CONSULTATION DES SERVICES ET DE L'ENQUETE PUBLIQUE dans le projet de PLU et annexées à la délibération.

Considérant que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, tel qu'il est présenté au Conseil Municipal, est prêt à être approuvé ;

**Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire, et en avoir délibéré :**

1°) APPROUVE le projet de Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente.

2°) DIT que, conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera transmise au Sous-Préfet et fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois.

Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal régional ou local, diffusé dans le département et autorisé à faire passer les annonces légales.

3°) INFORME que le Plan Local d'Urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public en mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture.

4°) **La présente délibération est exécutoire :**

- à compter de sa réception en Sous-préfecture,
- et après l'accomplissement des mesures de publicité ci-dessous :
  - Affichage en mairie,
  - Mention de cet affichage en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Pour copie conforme  
En Mairie de VIRSAC,  
Le 24 mai 2012

Le Maire,  
**Christiane BOURSEAU**

Mme le Maire

# Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché ce jour au siège de la Mairie,  
# informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

